

Les gouvernements successifs ne lésinent pas sur la mise en place de réformes libérales et autoritaires, au nom de la politique de « modernisation » de l'économie française au profit des classes dominantes et possédantes :

- **Remise en cause de la protection et de la solidarité sociales :**
Destruction du droit du travail, allongement de la durée de cotisation pour les retraites, Sécurité Sociale à plusieurs vitesses, réduction de la durée et du niveau de l'allocation chômage, réduction des droits à la formation, etc.
- **Démantèlement des services publics**
Suppression d'établissements publics (santé, justice, etc.), restructuration autoritaire (santé, université, chômage, etc.), privatisation et externalisation généralisées, etc.
- **Augmentation du temps de travail et réduction du revenu réel des salarié.es**
Remise en cause des 35 heures, blocage des négociations salariales, primes au mérite et heures supplémentaires, extension du travail la nuit et le dimanche, report de l'âge d'entrée à la retraite, etc.
- **Déstabilisation de la Fonction Publique et application de méthodes managériales de gestion du personnel**
Réduction drastique des effectifs, fragilisation du statut de fonctionnaire et mise en concurrence des agent.es, mobilités contraintes entre services et entre établissements, dispositifs d'évaluation et de travail par objectifs, etc.
- **Surveillance des salarié.es et des usager.es, répression des mouvements sociaux**
Contrôle des bénéficiaires du chômage, chasse aux étranger.es, extension des dispositifs de surveillance à l'ensemble de la population, fichage des militant.es, assignation à résidence des manifestatn.es, etc.

La privatisation et la marchandisation des services publics représentent une source de profits supplémentaire pour les plus riches. La « crise économique » et la « dette publique » sont des prétextes pour faire payer aux salarié.es les profits exigés par les actionnaires. **En vingt ans, la part des salaires parmi les richesses produites – par les travailleurs et travailleuses – a chuté de 9,3% : soit environ 150 milliards d'euros de plus pour les classes dominantes et possédantes.**

Les luttes collectives (1936, 1945, 1968...) ont participé à constituer les droits sociaux que les gouvernements successifs veulent enterrer.

Ce sont les (trop rares) mobilisations collectives qui ont permis de combattre la déferlante libérale et autoritaire : luttes contre le Plan Juppé en 1995, le Traité Constitutionnel Européen en 2005, le Contrat Première Embauche en 2006.

Aujourd'hui, l'« autonomie » de l'Université (version LRU) se traduit par des **suppressions de postes**, des **restructurations internes** (services, composantes, UFR) et **externes** (COMUE), du fait de la **pénurie budgétaire orchestrée par l'État**. Ce sont aussi les **mobilités forcées**, les **pressions hiérarchiques** et la **précarisation de nombre d'agent.es**. Bref, ce sont la **destruction du service public d'enseignement supérieur et de recherche** et la **dégradation de nos conditions d'emploi et de travail** qui se poursuivent...

**SEUL-E-S, NOUS SERONS ECRASÉ.ES...
COLLECTIVEMENT NOUS POUVONS LUTTER !**

Solidaires Unitaires Démocratiques



SUD Éducation se revendique d'un **syndicalisme intercatégoriel de lutte et de transformation sociale**. Nous défendons **tous les agent.es, du primaire à l'université**, des BIATSS aux enseignant.es (chercheur.euses), titulaires ou non.

Nous cherchons à faire entendre la voix des agent.es dans les **instances représentatives**, contre la dégradation de nos conditions de travail et les abus de la hiérarchie. En cela, nous rejetons la posture co-gestionnaire des syndicats réformistes qui siègent pour appliquer les réformes au détriment du personnel.

Nous sommes conscient.es des limites de l'action institutionnelle et poursuivons l'objectif de construire un vaste **mouvement social**, seul à même d'imposer des politiques nationales et européennes plus justes, solidaires et écologistes.

S'organiser

Dans son organisation, SUD Éducation est attaché aux **principes de démocratie et d'autogestion** : toutes les décisions se prennent localement et collectivement. Nous rejetons le fonctionnement centralisé et hiérarchisé des bureaucraties syndicales, où une instance nationale décide à notre place, et la professionnalisation du travail militant, où des permanent.es déconnecté.es de la réalité parlent à notre place. **Tout.e adhérent.e peut devenir militant.e, chacun.e participant selon ses envies et ses disponibilités.**



Revendiquer

Les revendications portées par SUD Éducation sont décidées collectivement et articulent **les préoccupations immédiates des agent.es à un projet global de transformation sociale**. Pour l'école et l'université, nous nous battons pour un **service public, gratuit, laïque, égalitaire et émancipateur**. Cela dit, l'amélioration effective et durable de nos conditions de travail et de vie ne peut exister que si l'on s'attaque au fonctionnement inégalitaire et autoritaire du capitalisme et de l'État, aux systèmes d'oppression sexiste et raciste, aux logiques productivistes et prédatrices qui détruisent la planète.

Agir

Dans l'action, SUD Éducation essaie de développer constamment **l'unité d'action syndicale**. Nous sommes également attaché.es à **l'autonomie des luttes**, organisées à la base par les agent.es en Assemblée Générale. La **grève** constitue l'un des moyens pour nous libérer du temps afin d'agir collectivement.

SUD Éducation fait partie de l'Union Syndicale Solidaires, au même titre que SUD Recherche EPST et Solidaires Étudiant.es. Cette **organisation interprofessionnelle** est indispensable pour développer la **convergence des luttes** et construire un **rapport de force** capable d'imposer un projet global et alternatif de société.



Le syndicat est ce que nous en faisons !

Rencontrez-nous : tous les lundis de 13h00 à 15h00, salle AD 020 (Bâtiment E1 - annexe droit, campus 1).

Prenez contact : sud-solidaires@unicaen.fr

Renseignez-vous et syndiquez-vous : www.sudeduc14.fr